

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDE PAROISSE SA

16 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2024.05.R.20
Code AIOT : 0005802070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement GRANDE PAROISSE SA implanté Fontaine aux Ducs 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le suivi de la gestion des dépôts de phosphogypse de l'agglomération rouennaise, ainsi que des lixiviats générés, de leur traitement et de leur rejet en Seine. A ce titre, les dépôts d'Anneville-Ambourville et de Saint Etienne du Rouvray, le site de Grand-Quevilly où transitent ces lixiviats et où sont rejetées les eaux traitées, ainsi que les canalisations reliant ces trois sites ont été inspectées dans la même journée. Les sites d'Anneville-Ambourville et de Grand-Quevilly font l'objet de rapports distincts mais complémentaire à celui-ci. En particulier, les sujets du suivi de la radioactivité des lixiviats et des rejets en Seine sont abordés dans le rapport d'inspection du site de Grand-Quevilly.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDE PAROISSE SA
- Fontaine aux Ducs 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005802070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt de phosphogypse de Saint Etienne du Rouvray à réceptionné jusqu'en 1992 du phosphogypse issu de la production d'acide phosphorique du site Grande-Paroisse de Grand-Couronne. Environ 8 millions de m³ de phosphogypse sont stockés dans ce dépôt.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
2	Canalisations de transport d'eaux traitées et non traitées	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bassins de reprise	Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 2.5	Sans objet
4	Sécurité, prévention des incidents	Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 5	Sans objet
5	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site étant considéré par l'inspection comme un stockage de déchets non-dangereux ne relevant pas de l'arrêté ministériel du 15/02/16.

Il est demandé à l'exploitant de préciser d'ici fin novembre 2024 les prochaines étapes conduisant à la cessation d'activité et au suivi long terme. Des échanges auront ensuite lieu pour encadrer le réaménagement et suivi long terme par un nouvel arrêté préfectoral.

Concernant l'état des canalisations de transports des eaux traitées vers le rejet en Seine, l'exploitant transmettra **avant le 30 juin 2024** les actions qu'il compte entreprendre afin de revenir à une pression de 12 bars, ainsi qu'un échéancier indiquant les périodes de préparation de la canalisation en vue d'une cartographie, la période de cartographie de la canalisation et la remise de l'interprétation de la cartographie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : [...] Est autorisée à constituer à St Etienne du Rouvray au lieu-dit "La Fontaine aux Ducs" un dépôt de phosphogypse répertorié sous le n° suivant de la nomenclature des installations classées : - I67 B : Autorisation (dépôt de phosphogypse - sous produit de la fabrication d'acide phosphorique).
Constats : Le dépôt de phosphogypse de Saint Etienne du Rouvray a réceptionné jusqu'en 1992 du phosphogypse issu de la production d'acide phosphorique du site Grande-Paroisse de Grand-Couronne. Environ 8 millions de m ³ de phosphogypse sont stockés dans ce dépôt, et une couche de terre d'une dizaine de centimètre a été déposée en couverture afin de végétaliser le dépôt. Du phosphogypse est néanmoins visible en surface, particulièrement au niveau des pentes et des endroits où la terre a été retournée par des animaux. Actuellement, l'exploitation du site consiste uniquement au recueil des lixiviats (eaux ayant percolés à travers les casiers du dépôt) du dépôt, ceux-ci étant acheminés par canalisation vers le site d'Anneville-Ambourville pour y être traités. Les eaux traitées sont ensuite envoyées par canalisation sur le site de Grand-Quevilly où se situe le point de rejet dans la Seine. Le rapport d'inspection du 07/07/2016 acte le classement du dépôt de saint Etienne du Rouvray comme une installation de stockage de déchets non dangereux (rubrique n°2760-2 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement). Le site est considéré comme étant toujours en exploitation, aucune cessation d'activité n'ayant été transmise à l'administration, mais n'accueille plus de déchets depuis 1992. Ainsi, l'installation n'est pas soumise à l'arrêté ministériel du 15/02/2016. L'exploitant suit la stabilité des casiers de phosphogypse via la mesure des déplacements dans le temps de repères selon les trois axes de l'espace. L'exploitant a transmis par courrier du 16/05/23 les mesures de tassement des bassins réalisés entre janvier 2019 et février 2023 et le plan de repérage du site. Le tassement maximal mesuré entre ces deux relevés est de 67mm. Le foncier du site appartient au conseil départemental 76, et l'utilisation du terrain est réglementée par une convention prenant fin en 2029. L'exploitant a indiqué que le conseil départemental 76 souhaitait récupérer le terrain à l'issue de la période couverte par la convention, ce qui implique la cessation de l'activité de stockage et son réaménagement. Un projet de ferme solaire est également porté par l'exploitant pour réaménager le site. Ainsi, l'exploitant souhaite confiner l'ensemble du dépôt afin de l'étanchéifier et procéder à la cessation d'activité au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), après remise en état. Des études géotechniques sont à prévoir, ce qui nécessite l'accès aux parcelles voisines appartenant à la Métropole de Rouen, ainsi que l'amenée de grandes quantités de matériaux pour réaliser la couche de confinement. Cependant, l'enclavement du site par les écoles rend difficile l'acheminement de ces matériaux.

L'exploitant a demandé à la Métropole la création d'un nouvel accès par le Sud pour pouvoir acheminer les matériaux tout en évitant de passer à proximité des écoles. Pour l'instant, la Métropole n'a pas donné son accord ni pour permettre l'accès aux parcelle voisine en vue de l'étude géotechnique, ni pour permettre la création d'un accès par le sud.

Demande n° 1 : l'exploitant indiquera à l'inspection **avant le 30 novembre 2024** le devenir du site et transmettra un échancier détaillant les différentes phases du réaménagement du dépôt, dont la phase de cessation d'activité. Des échanges auront ensuite lieu pour encadrer le réaménagement et suivi long terme par un nouvel arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Canalisations de transport d'eaux traitées et non traitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

Les canalisations font l'objet d'un plan de surveillance comprenant des opérations de vérification de terrain hebdomadaires, et semestrielles (visite de l'ensemble du tracé).

Une fois par an, chaque ouvrage fera l'objet d'un contrôle annuel d'étanchéité.

Constats :

L'exploitant a transmis le 02/04/2024 le programme de surveillance et de maintien (PSM) et le rapport d'activité sur l'année 2023 des canalisations de transport des lixiviats de Saint Etienne du Rouvray jusqu'à Anneville-Ambourville, et le 24/04/2024 leur contrôle d'étanchéité à l'hélium. Les contrôles d'étanchéités réalisés du 12 au 15 juin 2023 pour la canalisation GP1 et du 11 au 15 septembre 2023 pour la canalisation GP2 n'ont pas relevé de fuite sur l'ensemble du tracé. Seule quelques portions représentant une cinquantaine de mètres n'ont pas pu être analysées compte tenu de leur caractère inaccessible pour les moyens de mesure.

Des débitmètres sont disposés sur les sites de Saint-Etienne-du-Rouvray, d'Anneville-Ambourville et au niveau du rejet en Seine afin de contrôler le débit des lixiviats et eaux traitées dans les canalisations. Les débits sont reportés en salle de contrôle. L'exploitant a transmis le 16/05/24 les rapports des contrôles des débitmètres réalisés le 19/03/2024, attestant de leur conformité.

L'inspection a constaté la signalisation du passage de la canalisation enterrée de Saint-Etienne-du-Rouvray jusqu'à Grand-Quevilly par des balises.

L'inspection a relevé sur le logiciel de contrôle des lixiviats une alarme de pression haute sur la canalisation de transport des eaux traitées d'Anneville-Ambourville en direction du rejet en Seine, avec une pression mesurée de 16 bars. L'exploitant a déclaré qu'un dépôt s'est formé dans la canalisation, augmentant la pression dans la canalisation.

En effet, la canalisation est dimensionnée pour un débit d'environ 600 m³/h à une pression de 25 bars, correspondant au débit de fonctionnement lors de l'exploitation de l'atelier d'acide phosphorique à Grand-Couronne. Désormais, le débit est de 50 m³/h, ce qui ne permet pas d'atteindre la vitesse d'auto-curage des eaux dans la canalisation, d'où la formation d'un dépôt. L'exploitant a déjà procédé au nettoyage d'une section de 400 m de la canalisation grâce à un hydrocureur. Il est prévu de réaliser une cartographie de la canalisation afin de déterminer les sections où les dépôts sont majoritairement présents.

Demande n° 2 : L'exploitant transmettra **avant le 30 juin 2024** les actions qu'il compte entreprendre afin de revenir à une pression de 12 bars dans la canalisation de transport des eaux traitées, ainsi qu'un échancier indiquant les périodes de préparation de la canalisation en vue d'une cartographie, la période de cartographie de la canalisation et la remise de l'interprétation de la cartographie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Bassins de reprise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité

Prescription contrôlée :

Deux bassins étanches seront construits pour recevoir les eaux provenant du drainage des cellules en exploitation et les eaux surnageantes. Leur volume sera de 10 000 m³, ils seront construits en matériaux résistant à l'eau de retour et au rayonnement solaire.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir procédé à la réfection des bassins de reprise en 2017. L'inspection a constaté le bon état des bassins.

Ce point n'appelle pas à de commentaire de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité, prévention des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Le dépôt en exploitation sera entouré d'une clôture d'une hauteur minimum de 1,80 mètre. Celui-ci sera muni d'un dispositif d'alarme relié soit à l'usine, soit à un organisme de surveillance. Il sera établi des consignes de sécurité. [...] Des moyens de secours adéquats (bouées, ...) seront mis en place à proximité des bassins de reprise. En cas de fuite à travers la membrane d'étanchéité et s'il s'avère que les drainages définitifs et provisoires ne permettent pas de capter l'eau écoulée, la nappe sera mise en dépression sous le dépôt par pompage dans le puits n° 1 bis ou dans les puits qu'il s'avèrerait nécessaire de mettre en place.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de désordre concernant la clôture du site. Des rondes sont régulièrement réalisées par un organisme de surveillance. Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée de la station de traitement des lixiviats et des bassins de reprise, spécifiant entre autre les EPI à porter pour accéder à ces zones. Des bouées sont également disposées autour des bassins. Ce point n'amène pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1987, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La qualité de la nappe souterraine sera surveillée durant l'exploitation du dépôt et après l'arrêt de l'exploitation [...].
Constats : L'exploitant réalise une mesure trimestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit de son site ainsi qu'à des points éloignés dont le forage AEP « CGE », avec un suivi des sulfates, phosphore, chlorures, et fluorures. Les mesures sont renseignées dans GIDAF. L'inspection a comparé les mesures de la qualité des eaux souterraines réalisés en décembre 2019, décembre 2020, juin 2022 et mars 2024 par sondage, avec pour valeurs maximales sur l'ensemble des 5 puits et forages prélevés en mars 2024 : <ul style="list-style-type: none">- Chlorures: 29 mg/L ;- Sulfates: 92 mg/L ;- Phosphore: 0.21 mg/L ;- Fluorures: <0.2 mg/L. Celles-ci sont stables et n'appellent pas à une action corrective de l'exploitant. Il est à noter que ces paramètres respectent les limites de qualité des eaux brutes dédiés à la consommation humaine (annexe II de l'arrêté ministériel du 11/06/2007) pour le forage « CGE». L'exploitant a également transmis le 16/05/24 les mesures de quantification du 19/09/23 de radioisotopes de l'uranium et de sa chaîne de désintégration, du thorium et du potassium dans les eaux souterraines avec accréditation COFRAC. Les valeurs d'activité mesurées sont de l'ordre de grandeur des limites de détection des méthodes utilisées. Ce point n'amène pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite